



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

## MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 4– 26 janvier 2022

### En bref

La secrétaire américaine à l'énergie, Jennifer **Granholm, s'est rendue au Mexique** pour aborder le sujet des énergies renouvelables ainsi que le projet de réforme constitutionnelle du secteur de l'électricité en cours de discussion au Congrès. Au cours des réunions qu'elle a tenues, la secrétaire a exprimé les préoccupations de l'administration Biden-Harris concernant l'impact négatif possible des réformes énergétiques proposées par le Mexique sur les investissements privés américains dans le pays. Le Mexique **s'est** engagé à soutenir les énergies propres et à résoudre les différends actuels liés aux projets énergétiques dans le respect de l'Etat de droit. La secrétaire Granholm a déclaré que les Etats-Unis et le Mexique souhaitent explorer une collaboration sur le développement de l'énergie géothermique, l'intégration des réseaux d'énergie renouvelable, la réduction du méthane et l'électrification rurale.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**+7,13%**

L'inflation mexicaine sur la 1<sup>ère</sup> quinzaine de janvier.

### Zoom sur les « remesas » en Amérique Centrale :

Les transferts de fonds de migrants à destination des pays du CA-4 atteignent des records historiques. Le Guatemala est le pays de la région possédant la plus forte croissance des remesas en 2021 (+34,9% g.a) à 15,3 Mds USD. Il devance le Honduras (+28% à 7,4 Mds USD), El Salvador (+27% à 7,5 Mds USD) et le Nicaragua (+16% à 2,1 Mds USD). Le Guatemala est le deuxième pays ayant reçu le plus de remesas en 2021 en Amérique latine derrière le Mexique (46,9 Mds USD). Celles-ci comptent en 2021 pour 19,3% du PIB des pays du CA-4 contre 13,8% en 2010.

# Mexique

## 1 COVID-19

A la fin de la journée du 26 janvier, le Mexique enregistrait 302 112 décès en raison de **l'épidémie de COVID-19**, soit +0,55 % en une semaine. 4 730 669 cas confirmés ont été enregistrés (+5,23 % en une semaine). Au 26 janvier, 64,01 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

## 2 FINANCES PUBLIQUES

Le montant cumulé des taxes perçues par les douanes mexicaines en 2021 a atteint un montant historique de 1 003 Mds MXN (42,7 Mds EUR). **L'agence nationale des douanes du Mexique** aurait ainsi collecté 133 Mds MXN (5,7 Mds EUR) de plus qu'en 2020, soit une croissance réelle de 15,4%. Les bureaux de douane qui ont le plus perçu de taxes sont ceux de Nuevo Laredo, Manzanillo, Veracruz, Lázaro Cárdenas, l'aéroport international de Mexico, Tuxpan, Altamira, Ciudad Juárez, Coatzacoalcos et Matamoros.

Raquel Buenrostro, la responsable des Services **de l'Administration Fiscale (SAT)** a indiqué que le **variant Omicron et l'inflation auront un** effet négatif sur les recettes publiques en 2022, car ils impactent le commerce extérieur notamment avec les Etats-Unis et les pays européens.

## 3 ECONOMIE

Les prévisions de croissance de l'économie mexicaine pour 2022 ont continué de se détériorer et indiquent désormais une progression de 2,5 % du PIB, selon la dernière enquête de Citibanamex. Cette estimation représente une baisse de 30 points de base par

rapport aux 2,8 % de croissance estimée il y a quinze jours et est due au fait que plusieurs groupes d'analyse ont réduit leurs projections, compte tenu de la faiblesse de l'activité économique dans le pays, qui a enregistré une baisse de 1,9% (g.a) au quatrième trimestre 2021. De son côté, le FMI a aussi revu ses prévisions de croissance à la baisse par rapport à octobre (-1,2 points), avec un PIB mexicain qui n'augmenterait plus que de 2,8%, notamment en raison des révisions à la baisse de la croissance de l'économie américaine.

L'activité économique au Mexique a augmenté au cours du mois de novembre 2021, après trois mois consécutifs de baisse. Il s'agit de sa plus forte augmentation depuis mai 2021, où elle avait atteint 0,42%, selon les données de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). L'indicateur global de l'activité économique (IGAE) a en effet progressé de 0,3 % (g.m) en novembre. Ce résultat fait suite à une baisse de 0,21 % g.m. en octobre, ainsi qu'à des baisses respectives de 1,21 % g.m. et 0,36 % g.m. en août et septembre. Par secteurs, les activités primaires ont augmenté de 7,2% g.m., tandis que les activités tertiaires ont enregistré une hausse de 0,5 % g.m.. Le secteur secondaire a quant à lui enregistré une baisse d'activité de -0,1% g.m..

La valeur de la production générée par les entreprises de construction du pays a enregistré une augmentation de 0,14 % g.m. au cours du mois de novembre 2021, selon les chiffres de l'Enquête nationale sur les entreprises de construction (ENEC). Ce chiffre fait suite à une baisse de 0,57 % g.m. en octobre 2021. Par ailleurs, le nombre total de personne employées par les entreprises de construction aurait augmenté de 0,6% g.m..

L'indice national des prix à la consommation (INPC) a ralenti au cours de la première quinzaine du mois de janvier 2022, a indiqué l'Inegi. L'indice s'établit ainsi à 7,13% g.a, son niveau le plus bas depuis la première quinzaine

de novembre 2021. Il s'agit de la troisième baisse consécutive depuis le pic atteint fin novembre dernier (7,70 % g.a). L'inflation se situe toutefois au-dessus de la fourchette cible fixée par la Banque du Mexique (3 %, +/- 1%) pour la 21<sup>ème</sup> quinzaine consécutive.

Le ministère de l'Énergie (SENER) a publié au Journal officiel de la Fédération (DOF) une prolongation de six mois de la directive d'urgence pour le bien-être du consommateur concernant le gaz de pétrole liquéfié (GPL). Cela signifie que la fixation de prix maximums pour la vente de ce produit sera prolongée jusqu'en juillet de cette année. À l'origine, la directive d'urgence était entrée en vigueur en août 2021 et devait prendre fin en janvier 2022, mais l'agence a estimé qu'il était nécessaire de continuer à maintenir ce programme afin que les consommateurs ne soient pas affectés.

La population active au Mexique a augmenté de 455 538 (g.m) au cours du mois de décembre 2021, son troisième mois consécutif de progression, selon l'Inegi. Selon l'enquête nationale sur la profession et l'emploi (ENOEN), la population occupée serait passée de 56,5 à 59,9 M de personnes (g.a) en décembre. Sur ces 455 538 personnes supplémentaires, 450 999 étaient des hommes, ce qui représente 99% de l'augmentation, tandis que pour les femmes, cette augmentation n'était que de 4 539, soit 1%. Par secteur économique, c'est le secteur secondaire qui a connu la plus forte hausse en décembre, avec 269 202 nouveaux employés.

La production pétrolière mexicaine a atteint en moyenne 1,66 M de barils par jours en 2021, ce qui représente sa première croissance annuelle depuis 2004, selon les données de la Commission nationale des hydrocarbures (CNH). En effet, au cours des 17 années précédentes, la production pétrolière mexicaine présentait une trajectoire

descendante constante. Le bilan annuel de 2021 a montré que le mois le plus productif avait été le mois de mars (1,7 M de barils/ jours), tandis que le mois d'août avait enregistré la production la plus faible de l'année en raison de l'incendie de la plateforme de PEMEX dans le Campeche. PEMEX aurait contribué à la production nationale à hauteur de 1,57 M barils/ jour, soit 95% du total, tandis que le secteur privé contribuerait aux 5% restants.

Les mesures prises par le pays en matière de transition énergétique pour respecter ses engagements de l'Accord de Paris à l'horizon 2030 sont insuffisantes selon Asolmex. En effet, l'investissement nécessaire pour achever la transition énergétique au Mexique d'ici 2024 s'élèverait à 10 Mds USD, selon le directeur général de l'Association mexicaine de l'énergie solaire (Asolmex). Lors du quatrième forum parlementaire sur la proposition de réforme du secteur de l'électricité, certains ont indiqué craindre que la réforme de l'électricité fasse peser le poids de la transition énergétique sur les épaules de la Commission fédérale de l'électricité (CFE), qui devra quadrupler son budget pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions et de transition énergétique. Pour rappel, le Mexique s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 22% d'ici à 2030.

**Au cours de l'année 2021, la relation commerciale entre la Chine et le Mexique atteint des chiffres records.** L'ambassade mexicaine en Chine estime que les flux commerciaux bilatéraux entre les deux pays pourraient enregistrer 100 Mds USD en 2021, un record historique. En effet, selon les chiffres préliminaires Banxico, la valeur du commerce extérieur entre la Chine et le Mexique s'est élevée à 98,9 Mds USD durant la période janvier-novembre 2021. Ce chiffre dépasse déjà le record atteint en 2018 (90,9 Mds USD). L'ambassade souligne toutefois la nécessité

d'équilibrer la balance car les importations en provenance de Chine ont atteint 90,5 Mds USD en novembre 2021, tandis que les exportations mexicaines vers la Chine se sont élevées à 8,4 Mds USD, conduisant à un déficit commercial de 82,1 Mds USD pour le Mexique.

Le Mexique a enregistré un déficit commercial important vis-à-vis de l'Asie en 2021, notamment en ce qui concerne les composants automobiles, les appareils ménagers et l'électronique. Le ministre de l'économie Rogelio Ramirez de la O a ainsi souligné la nécessité pour le Mexique et ses partenaires nord-américains de réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement afin de réduire leur dépendance vis-à-vis d'autres régions. La question a notamment été soulevée par le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) lors du dialogue trilatéral avec ses homologues des États-Unis (Joe Biden) et du Canada (Justin Trudeau).

#### 4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le principal indice de la Bourse Mexicaine, le **S&P/BMV IPC aurait terminé l'année 2021** avec des niveaux records. **Les analystes s'attendent à ce qu'il termine à 57 488 points**, soit une augmentation de 8% par rapport à 2020. Dans le cadre de l'enquête sur le sentiment du marché de janvier de l'Association Mexicaine des Institutions Boursières (AMIB), 18 experts ont estimé que les conditions du marché boursier sont améliorées et que sa croissance a été soutenue en décembre 2021. L'optimisme du marché se renforce donc : L'enquête a également révélé que la propension des investisseurs à accroître leur exposition au marché boursier, a augmenté par rapport à décembre dernier, passant de 47,1 % à 66,7 %.

La Cour supérieure de justice de Mexico a **interdit toute vente d'actifs du groupe financier**

**Citibanamex jusqu'à la résolution d'un procès** en cours pour fraude qui l'oppose à la société Oceanografia réclamant une dette de 5,2 Mds USD. Le groupe espère que cela n'affectera pas le calendrier de la vente de Banamex.

Indicateur	Variation depuis le 19/01/22	Variation sur un an glissant	Niveau 26/01/2022
Bourse (IPC)	-3,38%	+15,31%	51 037,05 points
Taux de change USD/MXN	+ 3,13%	+0,78%	20,67
Taux de change EUR/ MXN	-5,91%	-0,90%	23,15
Prix du baril mexicain	+1,05%	+59,19%	81,02

## Amérique centrale

### 1. Région

Les scores du Guatemala, du Nicaragua et du Honduras **dans l'indice de perception de la corruption (IPC)** ont connu une dégradation au cours des dix dernières années. En 2021, El Salvador se classe 115<sup>e</sup> sur 180 avec un score de 34 (-2 points par rapport à 2020), le Guatemala 150<sup>e</sup> (25, stable), le Honduras 157<sup>e</sup> (23, -1 point) et le Nicaragua 164<sup>ème</sup> (20, -2 points). Le Honduras atteint même un score historiquement bas en 2021. La moyenne mondiale se situe à 43 points et les deux tiers des pays sont en dessous de 50.

## 2. Costa Rica

Une exécution budgétaire 2021 positive pour le Costa Rica. Le Président Costaricien, Carlos Alvarado, présentant un bilan budgétaire de l'année 2021, se félicite pour avoir dépassé les objectifs prévus par le FMI. Selon les chiffres du Ministère du Budget costaricien, à fin décembre 2021, les revenus ont atteint 16,32% du PIB et les dépenses totales ont enregistré 16,60% du PIB, soit un déficit public de l'ordre de 0,3% du PIB pour l'année 2021. Le Président rappelle qu'un tel déficit n'a pas été atteint depuis la crise financière de 2008.

Le Costa Rica, 3ème pays Latino-Américains le moins corrompu. Selon l'indice de perception de la corruption, réalisé par l'ONG Transparency International, le Costa Rica obtient pour 2021 le score de 58, et se situe à la 39<sup>ème</sup> place sur 180 pays du monde, derrière l'Uruguay (18<sup>ème</sup> place) et le Chili (27<sup>ème</sup> place).

## 3. El Salvador

Le FMI a passé en revue la situation économique **du pays au titre de l'Article IV**. Si les services et le conseil d'administration ont félicité les autorités pour le rebond rapide de la croissance ainsi que l'efficacité de sa campagne de vaccination, ils se sont inquiétés des vulnérabilités des finances publiques (notamment en matière de **taux d'endettement**), et ont invité les autorités à prendre des mesures de **consolidation fiscale**. Face à l'adoption du Bitcoin comme monnaie légale, les risques en matière de stabilité financière, de protection des consommateurs et de transparence des obligations fiscales ont été soulignés et les autorités invitées à restreindre le champ légal d'utilisation du Bitcoin.

Le Président Bukele a **annoncé l'achat de 410 bitcoins** pour 15 MUSD. Avec cet achat, les analystes estiment que 1630 Bitcoins ont été achetés **par l'Etat**. Les tweets du Président

représentent la seule source d'informations publiques concernant la gestion de la crypto monnaie puisque l'entreprise privée créée pour l'occasion et rattachée directement à la présidence n'a jamais communiqué. L'Assemblée législative avait autorisé l'utilisation de 200 MUSD pour l'implémentation de la Loi Bitcoin desquels 150 MUSD ont été attitrés à la Banque de développement d'El Salvador (Bandesal). Dans le même temps, le FMI a exhorté le pays à abandonner le Bitcoin comme monnaie légale et de ne pas émettre la dette de 1 Md USD adossée à la crypto monnaie. Le Président Bukele a réagi en continuant de narguer l'instance multilatérale alors que sa relation avec les Etats-Unis reste toujours dégradée.

**Le Gouvernement a proposé à l'Assemblée un projet de loi pour qu'El Salvador devienne** membre de la Banque latino-américaine de développement (CAF). L'entrée au capital de la Banque multilatérale coûterait 460 MUSD répartis sur sept ans. La CAF, composée de 17 pays d'Amérique latine, assurerait une nouvelle source de financements pour des projets au Salvador. Avec cette volonté d'**entrée au capital**, le pays cherche à s'émanciper des bailleurs sous influence des Etats-Unis.

## 4. Guatemala

Le syndicat patronal CACIF a annoncé que les pertes économiques quotidiennes dues aux blocages de routes pour manifestations sont estimées à 143 MUSD (1,1Md UGTQ). Le pays connaît ces dernières années une hausse de cette forme de manifestation syndicale, qui consiste à bloquer les principaux axes de circulation, vitaux dans ce pays. L'association des exportateurs (Agexport) estime que les pertes pour les produits dédiés à l'export atteignent 37 MUSD (286 MGTO) par jour. La CACIF a par ailleurs reproché l'inaction des autorités et de la police. Les manifestations de ces derniers jours concernent le passage d'une loi obligeant les transporteurs à s'acquitter d'une assurance de

responsabilité civile. Au cours du premier semestre 2021, plus de cent blocages ont été recensés dans le pays.

## 5. Honduras

Xiomara Castro a été investie comme première femme Présidente du Honduras ce jeudi en présence des vice-présidents des Etats-Unis et de Taiwan alors que le pays fait face à une crise législative majeure. En effet, dimanche dernier, deux sessions parlementaires simultanées ont élu deux nouveaux Présidents du Congrès, l'un élu par la coalition de majorité de la nouvelle Présidente (Luis Redondo), l'autre élu par l'opposition (Jorge Calix) et 18 déserteurs du Parti Libre de Xiomara Castro. Plusieurs manifestations ont éclaté dans le pays et certains députés ont averti de l'éventualité d'une dissolution des pouvoirs. Le secteur privé a appelé les autorités à reprendre le dialogue pour éviter une crise politique qui affectera la crédibilité du pays à l'international. Les Etats-Unis, dont la venue de Kamala Harris à l'investiture illustre la volonté de soutien à la nouvelle équipe dirigeante, ont appelé à la négociation.

La BCIE se prépare à lancer l'appel d'offres pour la réalisation des études de faisabilité de la **construction du port d'Amapala**. Cette infrastructure, située dans le golfe de Fonseca, permettra au Honduras de finaliser son projet de Corridor Sec reliant les deux océans et pour lequel l'infrastructure routière a déjà été finalisée. Le projet, comprenant la construction du port en eau profonde et d'un pont le reliant au continent, est estimé à 207 MUSD et devrait débuter en 2024. Certaines critiques ont mentionné la multiplication des projets portuaires dans la zone alors qu'El Salvador compte déjà le port de La Union. De plus, les limites des eaux territoriales dans le golfe de Fonseca et sur les côtes pacifiques n'ont toujours pas été résolues entre les trois pays.

## 6. Nicaragua

Le Président Ortega remodèle les autorités syndicales du secteur privé. Après avoir déclaré pour « morte » la Chambre patronale historique (Cosep) et emprisonné son Président, le gouvernement Ortega a adoubé le nouveau syndicat patronal *Aprodesni* en l'incluant dans les discussions pour la hausse du salaire minimum. Le Président a aussi indiqué la création de nouvelles chambres d'industries et la suppression de la personnalité juridique du Conseil nicaraguayen des PME (Conimipyme). L'*Aprodesni*, dirigée par Leonardo Corea Torres et comptant déjà 360 entreprises, se définit comme apolitique mais sert les intérêts du gouvernement selon plusieurs analystes du pays, prenant par exemple position en faveur de la sortie de l'OEA voulue par Daniel Ortega.

## 7. Panama

Augmentation de la dette publique de 13,9 Mds USD sous le mandat Cortizo. Alors que la dette publique était de 26,6 Mds USD lors de la prise de pouvoir du Président Cortizo en juin 2019, elle dépasse aujourd'hui les 40 Mds USD, soit deux années et demi plus tard. Il s'agit de la plus importante augmentation de dette publique que le Panama ait connue en si peu de temps. Bien que la pandémie soit une explication de cette augmentation significative, il n'en demeure pas moins que pour beaucoup d'experts économiques, le gaspillage budgétaire puisse également participer à une telle augmentation.

7,4 Mds USD de recettes publiques en 2021. Publio de Gracia, Directeur Général des Impôts, révèle qu'en 2021, les recettes publiques recouvrées par l'Etat ont augmenté de 14,5% par rapport à 2020, et enregistrent un total de 7,4 Mds USD. Par ailleurs, le budget 2022 projette de recouvrir près de 9,5 Mds USD de recettes. Concernant plus spécifiquement les recettes fiscales, on observe une augmentation du recouvrement de 6,7% par rapport à la

budgetisation 2021, à 4,3 Mds USD. Cette 'performance fiscale' a notamment été permise par la souplesse et flexibilité de l'administration fiscale qui s'est adaptée à la crise en adoptant des mesures de régularisation fiscale pour les contribuables (cf loi d'amnistie fiscale).

Le transport maritime panaméen en perte de compétitivité. L'industrie maritime panaméenne fait face aujourd'hui à de nombreuses normes en matière de sécurité, concernant notamment les navires 'neopanamax', ce qui demande de la part des navires passant le Canal de réaliser de nombreuses manœuvres opérationnelles, altérant le temps de passage du canal et ainsi la compétitivité du secteur maritime. Beaucoup de compagnies maritimes se plaignent des normes de sécurité imposées par l'Autorité du Canal (ACP) compte tenu des coûts opérationnels que ces dites normes imposent aux entreprises. L'ensemble des manœuvres de sécurité participe également à une véritable congestion de l'entrée du Canal, où apparaît, notamment côté Pacifique, de longues files d'attente de bateaux. Une étude la Chambre Maritime de Panama (CMP) révèle que sur les 6 derniers mois, l'ensemble des bateaux est resté à quai plus de 1400 heures, soit 58 jours, équivalant à une augmentation du coût pour les compagnies maritimes de près de 2,5 Mds USD. La Chambre Maritime craint l'adoption, par les compagnies, d'autres alternatives routières. Bien que le Panama se félicite souvent pour disposer d'une des routes maritimes les plus sûres au monde, le trop de sécurité pourrait affecter la compétitivité du transport maritime panaméen.

(FITUR 2022), le directeur exécutif de la direction générale des partenariats publics privés, Sigmund Freund, a présenté le plan directeur officiel du projet de développement touristique de Pedernales. M. Freund a déclaré que, dans cette première phase du projet, 4 700 chambres, avec une densité de 30 chambres par hectare, seront construites. Le modèle estime un investissement de 2 245 M USD avec des contributions publiques et privées.

### **Les exportations de la République dominicaine ont atteint un nouveau record au cours de l'année 2021.**

Les exportations se sont élevées à 11,8 Mds USD, soit une croissance de 20 % et 17 % par rapport à 2020 et 2019 respectivement selon les données des enregistrements douaniers préliminaires de la Direction générale des douanes (DGA).

Le gouvernement dominicain augmentera la production agricole nationale. Afin d'atténuer les répercussions de l'augmentation des intrants internationaux utilisés dans l'agriculture, le président de la République, Luis Abinader, allouera les ressources économiques et technologiques nécessaires pour augmenter la production agricole destinée à la consommation nationale et à l'exportation. Pour assurer cette augmentation, le gouvernement financera plus de 7,3 Mds DOP de prêts à taux zéro par l'intermédiaire de la Banque agricole, et un fonds spécial de 1,6 Mds DOP sera créé pour subventionner des engrais et composants.

## Caraïbes

### 1. République Dominicaine

La République dominicaine encourage les partenariats public-privé en faveur du développement du tourisme durable. À l'occasion du Salon international du tourisme

### 2. Cuba

Cuba reçoit un nouveau don de fournitures médicales de la part de la Russie. Une aide humanitaire de près de 20 tonnes, comprenant notamment 70 000 équipements de protection individuelle, 3 millions de seringues d'injection et 200 000 masques médicaux, a été envoyée par la Russie à Cuba. Depuis juillet 2021, Moscou a maintenu un flux de dons vers l'île, afin de l'aider

à faire face à la crise sanitaire causée par la pandémie de Covid-19. Entre autres produits, les dons russes ont concerné de la farine de blé, de la viande en conserve, de l'huile de tournesol, des masques jetables, des concentrateurs d'oxygène, des ventilateurs pulmonaires, des seringues et divers médicaments. En 2021, Cuba a reçu 135 dons provenant de 40 pays, principalement pour des fournitures médicales et des produits agro-alimentaires.

La société espagnole *Be Live-Globalia* renouvelle sa collaboration avec Cuba dans le secteur hôtelier. En présence du ministre cubain du tourisme et des dirigeants de *Be live-Globalia*, la chaîne hôtelière espagnole a signé le renouvellement d'un contrat d'administration de deux hôtels à Cuba avec le groupe public cubain **Gran Caribe**. L'accord concerne la gestion des hôtels Villa Cuba et Las Morlas, à Varadero (*principal pôle balnéaire situé à 2 heures de La Havane*). Présente sur l'île depuis plus de 15 ans, *Be Live -Globalia* a annoncé à cette occasion sa volonté de continuer à développer son portefeuille d'activités à Cuba.

## Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 26/01/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	668 209 <i>Décès : 7 505</i>	78,40% <i>(25/01)</i>
Cuba	1 031 170 <i>Décès : 8 376</i>	93,26% <i>(24/01)</i>
Guatemala	677 214 <i>Décès : 16 294</i>	37,59% <i>(25/01)</i>
Haïti	28 561 <i>Décès : 783</i>	1,13% <i>(21/01)</i>
Honduras	391 145 <i>Décès : 10 498</i>	50,05% <i>(21/01)</i>
Jamaïque	121 963 <i>Décès : 2 615</i>	24,92% <i>(25/01)</i>
Nicaragua	17 650 <i>Décès : 220</i>	77,59% <i>(26/01)</i>
Panama	669 860 <i>Décès : 7 645</i>	70,82% <i>(26/01)</i>
El Salvador	127 012 <i>Décès : 3 871</i>	69,43% <i>(25/01)</i>
République dominicaine	547 091 <i>Décès : 4 293</i>	63,80% <i>(26/01)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>